

Sénégal Apprendre dans les rues de Dakar

En plein cœur de Dakar, l'"école au service des enfants de la rue" comme l'appellent ses fondateurs, est à peine visible de la rue. En réalité peu de passants connaissent son existence.

L'"école au service des enfants de la rue" est coïncée entre les maisons et les commerçants. Sa structure comprend cinq salles de classe dédiées aux enfants défavorisés ; elle a seulement été construite en décembre dernier, sur un terrain offert par une organisation non-gouvernementale "ENDA-Tiers Monde". Avant cela, les classes se tenaient dehors, sur le trottoir, dans la tourmente de la rue Tolbiac où les commerçants viennent de toute la capitale sénégalaise pour acheter leurs marchandises. "Les élèves s'asseyaient sur des nattes car nous n'avions pas de tables et de bancs, et pour tout luxe une lampe électrique. Après le coucher du soleil, nous étions obligés de nous éclairer à la bougie pour assurer les cours du soir," a déclaré le directeur qui décrivait comment, par les temps qui courent, les élèves sont exposés au soleil brûlant et aux gaz des pots d'échappement, et leurs voix sont souvent noyées dans les cris vociférants des conducteurs et les rugissements assourdissants des voitures qui accélèrent. En fait, depuis sa création en 1990, l'école baignait dans l'atmosphère tumultueuse des embouteillages. C'est finalement l'année

dernière que des murs ont été édifés et des salles de classes équipées grâce aux donations anonymes, à l'assistance des organisations non-gouvernementales (ONG) et à la vente d'une large gamme de produits artisanaux, réalisés ou offerts par les artisans locaux. Selon le directeur, le budget opérationnel de l'école et de sa survie est assuré par les ONG. Une seconde chance pour l'apprentissage L'école compte à présent 108 élèves depuis la garderie jusqu'au quatrième niveau et sept enseignants tous volontaires qui "en échange de leur dévotion à l'éducation" dit le directeur, "reçoivent une rémunération modeste par mois". Les enseignants eux-mêmes expliquent que leur principal objectif est de donner à ces enfants l'instruction qui leur sera utile pour leur scolarité future et qui à long terme leur permettra d'assurer une vie décente. Ainsi, dans cette institution informelle de la rue Tolbiac, ils préparent les enfants pour qu'ils puissent intégrer le système scolaire formel, en les initiant à la lecture et l'écriture, en leur donnant une base solide qui leur permettra de poursuivre leurs études. "Au début de chaque année scolaire, le personnel de l'école de la rue Tolbiac aide les parents des enfants en âge d'aller à l'école, à les inscrire dans le système formel", déclarent les enseignants, en expliquant que leur école accueille également des enfants entre 7 et 15 ans qui ne se sont

pas inscrits à l'école formelle. Ce sont généralement des orphelins, des enfants abandonnés par leurs parents ou en situation difficile, qui ne sont pas en mesure d'entrer à l'école à l'âge prévu, et bénéficient d'une instruction proche de celle qu'ils auraient pu recevoir dans le système scolaire formel. C'est le cas de Ousmane Sy, 17 ans, qui a été à l'école de la rue Tolbiac ces trois dernières années. En parlant du commerce de réparation des chaussures de son père où il peut maintenant donner un coup de main pour les affaires, il dit "J'écris le nom des clients et leurs commandes, et je peux tenir les comptes alors qu'il y a deux ans, je ne savais même pas écrire mon nom." Réaliser les rêves des enfants. Chaque vendredi, après les prières, les talibés, étudiants des écoles coraniques de Dakar et de ses banlieues comme Pikine et Guediawaye, vont à la rue Tolbiac apprendre le français (la langue officielle du Sénégal) et quelques notions d'hygiène. L'école donne également des classes libres d'alphabétisation dans les langues locales aux jeunes garçons, qui ne pouvaient pas aller dans les écoles où on enseigne en français, et pour



les filles qui travaillent comme domestiques. Et, pour ceux qui recherchent un "plus" d'éducation, l'école offre des cours d'anglais, de littérature arabe, et de wolof. Absa Diallo n'est pas une domestique. Elle a une stall sur le marché central de Dakar. À 25 ans, elle pouvait à peine écrire son nom. "Maintenant, je ne dois plus demander d'aide pour conduire mon affaire," dit-elle. "Au cours des six derniers mois, en fait, j'ai commencé à élargir mes

activités au sein d'une association que j'ai créée l'année dernière avec des amis et collègues sur le marché". Le directeur espère que l'école sera bientôt reconnue comme étant du même niveau que n'importe quel autre établissement œuvrant sous l'égide du Ministère de l'Éducation. Son but reste singulier : "aider nos enfants à réaliser leurs rêves et combattre l'analphabétisme."

Kenya Banque Mondiale Progrès pour la petite enfance



Nation Newspapers, Nairobi, Kenya Bien que l'effort que doit déployer le Kenya pour atteindre l'objectif d'éducation pour tous d'ici l'an 2000 s'avère insoutenable, de grands progrès ont manifestement été accomplis en matière d'accroissement des niveaux de scolarisation et de participation. L'un des secteurs à avoir enregistré des progrès importants est l'éducation de la petite enfance; une avancée que l'on attribue aux efforts collectifs du gouvernement, des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales aussi bien locales qu'internationales. Selon le Secrétaire général du ministère de l'Éducation, M. Wilfred Kimalat, le nombre d'enfants ins-

crits dans les centres d'éducation de la petite enfance (EPE) a augmenté de 32 pour cent au cours des huit dernières années. De même, le nombre de centres EPE est passé de 16.329 en 1990 à 23.997 en 1998 avec une augmentation correspondante du personnel enseignant. Ainsi, alors qu'en 1990, on ne recensait que 6.213 enseignants au niveau préscolaire, on en dénombre aujourd'hui 37.752, parmi lesquels 16.000 ont suivi une formation.

L'amélioration du taux de scolarisation, bien que l'on n'ait pas encore atteint l'objectif de 50 pour cent du total des élèves d'âge scolaire tel que fixé par l'EPT, est tout à fait louable pour la région.

"Les progrès dans ce sous-secteur demeurent plus importants que ceux réalisés par les autres pays africains," constate M. Kimalat, qui souligne que l'avancée la plus significative a été accomplie dans le programme de formation des enseignants du préscolaire. En général, la formation de ce personnel est prise en charge, au niveau régional, par les Centres d'arrondissement pour l'éducation de la petite enfance (DICESE). Cette formation continue vise à doter les enseignants des connaissances et compétences nécessaires pour répondre aux besoins intellectuels, physiques, sociaux, émotionnels et spirituels des enfants. Les programmes des DICESE sont élaborés au Centre national d'éducation de la petite enfance, qui est basé à l'Institut national d'éducation, à Nairobi. Il existe en outre un Cours de formation intégrée à l'éducation islamique spécialement destiné aux enseignants des écoles coraniques. Lancé en 1994, ce cours pour "maalims" (enseignants) intègre éducation formelle et enseignement islamique. A terme, les enseignants seront affectés dans des écoles musulmanes, communément appelées "madrassas" et "dugsis". A part ces filières, il existe plusieurs autres programmes de formation gérés par différentes organisations telles que la Kindergarten Headmistresses Association ou le Child Developer Programme. Les enseignants de haut niveau dans le pré-

scolaire sont formés à la Kenyatta University, première institution de formation des maîtres dans le pays, qui depuis 1995 offre une licence en éducation de la petite enfance. Les succès enregistrés dans le secteur de la petite enfance sont en grande partie le résultat d'un partenariat étroit entre le gouvernement, les parents, les donateurs et les collectivités. Alors que le gouvernement joue un rôle de coordination, les parents et les collectivités décident du type de programmes à mettre en place. Quant aux agences d'aide, elles n'interviennent que pour l'allocation de fonds et le soutien logistique. En d'autres termes, les communautés revendiquent une appropriation des centres EPE; ils s'engagent donc à être responsables de ces institutions et à les gérer eux-mêmes. Ils sont disposés à y envoyer leurs enfants, à fournir des fonds, si nécessaire, et même à participer à la construction des classes. D'une manière générale, le but de l'éducation préscolaire est de socialiser les enfants et de préparer leur passage à l'éducation formelle. "On remarque qu'une bonne initiation durant la période formatrice de l'enfant a généralement pour effet d'améliorer la performance dans l'enseignement primaire," souligne Mme Mary Njoroge, Coordinatrice des programmes EPE au Kenya. A l'heure actuelle, le gouvernement kényan gère un projet EPE financé par la Banque mondiale portant sur 35,1 millions de dollars américains. Ce projet d'une durée de cinq ans comprend cinq volets: amélioration de la performance des enseignants; renforcement des capacités et mobilisation de la communauté; aide financière à la communauté et transition du préscolaire au primaire. Malgré les résultats encourageants obtenus jusqu'ici dans le domaine de l'éducation de la petite enfance au Kenya, il reste à régler certains problèmes initiaux, principalement celui du financement. Etant donné que les dépenses publiques globales d'éducation ont décliné au cours de ces dernières années, les domaines non prioritaires tels que celui de la petite.

Les écoles otages de la faim

Plusieurs districts kenyans sont frappés par la famine et chaque jour, des élèves abandonnent l'école parce qu'ils ont faim. Il est trois heures de l'après-midi, mais Syombuka Mwema et sa sœur Veronica n'ont rien avalé depuis le petit-déjeuner. Elles ont été à l'école ce matin, mais ne sont pas revenues cet après-midi, incapables de se concentrer à cause de la faim qui les tenaille. Et elles ne sont même pas sûres de trouver à dîner.

A l'école primaire de Thome, dans le district de Kitui, Maria Mutiso a bien failli ne pas pouvoir se présenter à l'examen national du Certificat d'études primaires du Kenya (KCEP). Les enseignants ont dû fouiller dans leurs poches pour qu'elle puisse manger et tenir le coup pendant toute la durée de l'épreuve. Le KCEP sanctionne la fin des études primaires. Il sélectionne les élèves qui vont passer dans l'enseignement secondaire, et ensuite dans le supérieur. Le système éducatif kenyan comprend huit années d'éducation primaire, quatre années d'éducation secondaire et quatre années d'université. Certains établissements supérieurs comme les centres de formation des maîtres comportent trois années d'études. Les exemples ci-dessus sont monnaie courante dans le district de Kitui, au sud de la Province orientale, et ils représentent une menace pour la scolarisation, et pour le Kenya, la fin de ses espoirs de réaliser pleinement l'objectif d'éducation pour tous. Kitui n'est que l'un des vingt-et-un districts kenyans touchés par la famine où, chaque jour, des élèves s'en vont, taillés par la faim : c'est le cas, entre autres, des districts de Turkana, Mwingi, Mbeere, Maralal, Garissa, Wajir, Kwale, Marsabit, Isiolo et

West Pokot. Dans beaucoup d'entre eux, les directeurs d'école ont fait part de leur inquiétude, nourrie non seulement par le nombre des abandons, mais aussi par la baisse du niveau scolaire. Des fermetures anticipées Avec la sécheresse, et les mauvaises récoltes qui ont suivi, de nombreuses familles rurales ne mangent pas à leur faim, et dans ces conditions, il est bien difficile d'exiger des enfants qu'ils fréquentent régulièrement la classe. A Mwingi, où quelque 500 élèves ont dû quitter l'école avant la fin du troisième trimestre, le responsable d'académie, M. Silvester Shiundu, a prévenu en octobre dernier qu'un nombre important d'écoles du district étaient menacées de fermeture anticipée. Si on ne connaît pas encore précisément le nombre d'enfants que la famine a poussés à quitter l'école, les informations recueillies sur place donnent le frisson. La nourriture manque, ou bien elle est beaucoup trop chère, et de nombreuses familles ne peuvent assurer qu'un seul repas par jour.

Selon certains directeurs d'école du district de Kitui, d'autres élèves ont été obligés de rentrer chez eux pour s'occuper de leurs frères et sœurs, les parents étant partis en quête de nourriture, ou bien pour chercher un travail d'appoint. Si l'on en croit le directeur de l'école primaire de Thome, M. Maurice Makau, c'est le cas d'une majorité des vingt-et-un élèves qui ont quitté son école pour tenter de s'embaucher comme bergers. Les enfants s'absentent aussi pour aider aux travaux domestiques, entre autres à la corvée d'eau, qui est rare et qu'il faut souvent aller chercher très loin.